

Les sciences sociales en procès chez Finkielkraut : invisibiliser l'inégalité structurelle, rendre dicible l'ethnodifférentialisme

Cet article analyse la manière dont *L'Identité malheureuse* (2013) d'Alain Finkielkraut participe à une forme d'érosion démocratique « par le bas », en reconfigurant les cadres du dicible légitime dans l'espace public. À partir d'une analyse critique du discours (CDA), il montre comment l'essai opère un triple déplacement : un cadrage culturaliste des tensions sociales, une moralisation des rapports sociaux par la dramatisation du fait divers, et une fabrication de l'évidence fondée sur l'usage sélectif de sources institutionnelles. Ce dispositif contribue à disqualifier les explications structurelles portées par les sciences sociales – ségrégation, discriminations, inégalités systémiques – tout en rendant plus dicibles des interprétations essentialisantes et ethnodifférentialistes. L'article met en évidence une dynamique à double face : l'affaiblissement du pouvoir d'intelligibilisation des sciences sociales et, simultanément, la légitimation de registres explicatifs qui naturalisent les conflits sociaux. Il montre enfin que cette délégitimation ne s'opère pas uniquement depuis l'extérieur du champ académique, mais trouve aussi des relais internes, avec des effets normatifs concrets sur les politiques publiques et sur la possibilité même de penser l'égalité dans le débat démocratique.

Périne Schir,
Doctorante, ERIAC
(Université de
Rouen)
Researchfellow,
Illiberalism
Studies Program
& Transnational
History of the
Far Right Project
(The George
Washington
University, USA)

Introduction

Les démocraties libérales contemporaines voient se transformer non seulement leurs institutions, mais les conditions mêmes de production du dissensus. Parmi les évolutions les plus décisives figure une reconfiguration du dicible politique : certaines catégories explicatives (discrimination, racisme d'État, ségrégation, domination) perdent en légitimité publique, tandis que des registres culturalistes et ethnodifférentialistes (Balibar et Wallerstein, 1991) gagnent en centralité dans la définition des problèmes sociaux. Ce recentrage discursif n'opère pas par censure explicite, mais par raréfaction des cadres d'interprétation critique et par requalification affective des enjeux politiques. Ce qui se joue est moins l'interdiction d'un vocabulaire que la redéfinition de ce qu'il est socialement possible de dire, de penser et de rendre audible dans la sphère publique.

Ce déplacement repose sur plusieurs dynamiques déjà bien documentées. D'une part, les transformations du champ médiatique – concentration éditoriale, dérégulation des frontières du débat, valorisation des formes agonistiques (Matonti, 2021 ; Bouron, 2025) – ont contribué à redéfinir les registres de légitimité publique. D'autre part, la montée d'un imaginaire civilisationnel opposant un « nous » menacé à un « eux » réputé incompatible avec la modernité s'inscrit dans les analyses de la construction politique de l'islam comme altérité radicale (Hajjat & Mohammed, 2013). Parallèlement, de nombreux travaux ont montré comment la mobilisation des affects – indignation, peur, ressentiment – reconfigure les modes de persuasion et marginalise le raisonnement causal au profit de registres émotionnels (Ahmed, 2004 ; Davies, 2018).

L'objectif de cet article est de déplacer légèrement le regard. Plutôt que de se limiter à ces dimensions institutionnelles et affectives du débat public, il s'agit d'examiner un mécanisme encore peu exploré : la reconfiguration des cadres d'intelligibilité eux-mêmes. Autrement dit, la manière dont des opérations discursives – substitution d'une moralisation des comportements aux analyses structurelles des rapports sociaux, disqualification des catégories critiques produites par les sciences sociales, et valorisation du « bon sens » populaire contre les savoirs savants et l'expertise académique – contribuent à restreindre le dicible démocratique tout en rendant audibles des lectures ethnodifférentialistes des phénomènes sociaux.

Dans ce contexte, certains intellectuels jouent un rôle de courroie de transmission : ils contribuent à délégitimer les sciences sociales et les cadres structurels d'analyse des

inégalités, tout en conférant une respectabilité publique à des explications ethnodifférentialistes des phénomènes sociaux. Alain Finkielkraut constitue l'un des cas les plus éclairants de cette dynamique. Depuis près de quarante ans, il bénéficie d'une visibilité continue dans des espaces à forte légitimité symbolique – l'émission « Répliques » sur France Culture (depuis 1985), des publications régulières dans de grandes maisons d'édition et une reconnaissance académique consacrée par son élection à l'Académie française (2014). Cette position centrale lui permet d'incarner et de diffuser ce déplacement du dicible. *L'Identité malheureuse* (2013) illustre cette fonction : sous couvert de défendre la civilisation républicaine, l'essai met en scène une crise attribuée à un « changement subi » et produit un récit où des phénomènes scolaires situés deviennent les symptômes d'une altérité culturelle menaçante.

Cette reconnaissance institutionnelle et médiatique ne doit toutefois pas être confondue avec une position dominante au sein du champ académique. Le recours assumé au format de l'essai – fréquemment disqualifié dans le monde universitaire – combiné à une forte présence médiatique, peut ainsi être lu comme l'indice d'une position ambivalente : moins celle d'un intellectuel hégémonique que celle d'un acteur cherchant à convertir un capital symbolique et culturel en capital médiatique. C'est précisément depuis cette position située, à l'interface entre espace savant et espace médiatique, que s'exerce l'efficacité discursive du texte étudié.

L'hypothèse défendue ici est que *L'Identité malheureuse* participe à la réduction du dicible démocratique en opérant trois déplacements convergents. D'abord, un cadrage culturalisant du social : par saturation d'indices, allusions et glissements métonymiques, le texte substitue aux déterminants structurels des catégories culturelles de perception. Ensuite, une moralisation des rapports sociaux, où des situations localisées – souvent portées par des faits divers scolaires – sont employées comme des dispositifs affectifs destinés à attribuer des responsabilités individuelles ou communautaires plutôt qu'à interroger les conditions sociales de leur production. Enfin, une fabrication de l'évidence, fondée sur l'usage sélectif et décontextualisé d'éléments de rapports institutionnels, transformés en preuves à l'appui d'une lecture préconfigurée.

Par cette triple opération, le texte disqualifie les explications structurelles des inégalités, fragilise la légitimité des sciences sociales comme outil d'intelligibilité du monde social et naturalise des interprétations ethnodifférentialistes, où les tensions scolaires et urbaines apparaissent comme les symptômes d'une supposée incompatibilité culturelle.

Méthodologie

Pour analyser ces mécanismes, l'article mobilise les outils de la Critical Discourse Analysis (CDA) développée par Teun A. van Dijk (1992, 1998), Ruth Wodak (2015, 2021) et Norman Fairclough (1989). La CDA conçoit le discours comme une pratique sociale performative : il ne reflète pas passivement le monde, mais le construit en configurant les relations de pouvoir et de légitimité. En articulant le micro-niveau du langage (structures textuelles, choix lexicaux, métaphores, stratégies d'auto-positionnement) et le macro-niveau des rapports sociaux, cette approche analyse comment les énoncés contribuent à la reproduction symbolique des hiérarchies et à la naturalisation de la domination (Van Dijk, 2015, p. 468). Le discours est ainsi envisagé comme un lieu d'articulation entre interaction située et structures sociales : un débat télévisé, une tribune ou un essai littéraire relèvent d'une situation de communication concrète, mais participent simultanément à la production de représentations collectives, de stéréotypes et de régimes de vérité.

Ce pouvoir discursif repose sur des procédés récurrents (Van Dijk, 2015, p. 473-476) : la sélection des macro-thèmes sémantiques (par exemple : civilisation, décadence, perte de repères) ; l'usage de métaphores et de présuppositions qui encadrent la perception du réel (parler de « vagues » d'immigrés ou supposer la « criminalité » des minorités) ; ou encore les *disclaimers* et euphémisations du type « je ne suis pas raciste, mais... », qui permettent d'exprimer des préjugés tout en préservant une position de respectabilité publique. Le langage devient ainsi un instrument de configuration des préjugés, servant notamment à la formation de modèles mentaux collectifs où certaines figures – l'immigré, le musulman, le « jeune de banlieue » – sont associées à la menace, à la violence ou à la régression morale.

La CDA est donc mobilisée ici pour analyser la logique interne du discours de Finkielkraut. Elle ne vise pas à opérer une approche sociologique du champ intellectuel (Sapiro, 2018) ni

une étude de la réception ou de la circulation médiatique des idées (Weisbeinet *al.*, 2020), mais à réaliser une analyse textuelle et perlocutoire (Austin, 1962 ; Butler, 1997) centrée sur la performativité discursive. Autrement dit, il s'agit d'observer la manière dont le langage de Finkielkraut produit des effets de vérité, construit des oppositions morales et rend pensable et dicible l'exclusion.

Analyse

Cadrer le réel : saturer l'espace public d'indices culturalistes

Plutôt que de censurer explicitement des termes ou d'imposer une novlangue^[1] réductrice, Finkielkraut procède par saturation de l'espace discursif : il aligne une série d'indices implicites qui orientent l'interprétation des phénomènes sociaux dans une seule direction, tout en neutralisant les lectures structurelles concurrentes.

L'ouverture de *L'Identité malheureuse* s'articule autour d'une césure fondatrice entre deux régimes de transformation du monde social. D'un côté, le changement souverain, valorisé, où « l'homme se pensait comme l'auteur de son histoire » – c'est-à-dire un changement maîtrisé, voulu, incarné par la révolution politique et culturelle de mai 68 – et celui, au contraire, qu'il subit, et qui le « dépossède de cette prérogative » (Finkielkraut, 2013, p. 19). Ce changement subi est présenté comme une rupture brutale avec l'ordre ancien, et surtout comme un processus opaque, dont l'origine n'est pas dite mais constamment suggérée. Loin d'être décrit comme une transformation neutre ou ambivalente, ce changement est d'emblée investi d'une valeur négative : il est associé à une perte de maîtrise collective, à un affaiblissement des cadres normatifs hérités et à une désorganisation du lien social, présentée comme menaçant les conditions mêmes de la coexistence démocratique. Autrement dit, ce changement est axiologiquement disqualifié dès l'ouverture du texte, et non progressivement requalifié a posteriori.

La phrase suivante éclaire immédiatement cette ellipse : pour illustrer ce « changement subi », il cite un rapport du Haut Conseil à l'Intégration, mentionnant la « pression religieuse » à l'école, le refus de la mixité en sport, la faible fréquentation des cantines pour des « raisons principalement religieuses », et la difficulté du « vivre-ensemble entre filles et garçons » (Finkielkraut, 2013, p. 19-20). Autant de références indirectes mais immédiatement reconnaissables, à des élèves musulmans et musulmanes. L'accumulation de ces indices opère ainsi un glissement métonymique : des signes fragmentaires et situés – pratiques alimentaires, attitudes en cours, rapports au genre – sont mobilisés comme métonymes d'une altérité culturelle globale. Autrement dit, des comportements localisés deviennent l'emblème d'un groupe présenté comme homogène, et un ensemble de situations ponctuelles est converti en preuve d'un phénomène civilisationnel.

Dès les premières lignes, l'auteur installe ainsi un affect de dépossession et construit l'horizon dramatique d'une crise civilisationnelle. Cette crise n'est pas explicitée : elle progresse par insinuations, par touches successives, dans un registre de suggestion plutôt que de désignation – stratégie qui permet d'activer des significations essentialisantes tout en évitant l'énonciation frontale. Cette rhétorique de l'allusion sert à faire circuler un signifié^[2] sans jamais en assumer pleinement la charge politique.

Ce dispositif rhétorique n'est donc pas neutre en matière de présentation de la réalité. Il permet en effet une double opération. Premièrement, il déplace le regard des déterminants structurels (désinvestissement chronique de l'école publique, ségrégations urbaines et scolaires, héritages du colonialisme, effets cumulatifs des politiques de laïcité comme instrument de gouvernement des minorités) vers des marqueurs culturels. Deuxièmement, il introduit une causalité culturaliste et essentialisante des phénomènes sociaux : l'éviction de ces causes sociales et politiques autorise la mise en circulation d'une explication essentialisée, dans laquelle la responsabilité est attribuée à une altérité musulmane radicale.

[1] Novlangue renvoie ici, par analogie, au concept de Newspeak élaboré par George Orwell dans 1984, désignant un langage politique visant non seulement à restreindre l'expression, mais à réduire l'horizon même du pensable en encadrant les catégories de perception et d'interprétation du réel. L'usage du terme ne renvoie pas à une imposition autoritaire de normes lexicales, mais à une rationalité discursive qui oriente les significations disponibles et neutralise les lectures alternatives.

[2] Dans la tradition saussurienne, le signifiant désigne la forme matérielle du signe (mot, expression, image), le signifié le contenu conceptuel ou la représentation associée à cette forme, et le référent l'objet, le groupe ou la réalité sociale auxquels le signe renvoie dans le monde. L'analyse montre ici que le signifié – en l'occurrence une altérité culturelle implicitement essentialisée – circule sans être explicitement nommé, les signifiants restant volontairement allusifs, tandis que le référent n'est jamais désigné frontalement.

La mécanique se poursuit quelques pages plus loin, dans un enchaînement révélateur. La dernière phrase de l'avant propos évoque le « premier symptôme de cette crise [de l'intégration] en France : la querelle de la laïcité » (Finkielkraut, 2013, p. 23). Le chapitre suivant, intitulé « Laïques contre laïques », s'ouvre immédiatement sur l'« affaire du voile » de 1989 (Finkielkraut, 2013, p. 25), où deux élèves musulmanes dans un collège de Creil avaient été exclues pour avoir refusé d'ôter leur foulard en classe, déclenchant un débat national sur la place de l'islam à l'école.

Ce choix n'est pas anodin. Finkielkraut ne situe pas le début de la « crise » dans les dynamiques migratoires structurelles de long terme (comme le regroupement familial des années 1970), mais dans un événement symbolique directement associé à l'islam. Ce déplacement chronologique et symbolique essentialise l'enjeu de l'intégration autour d'une minorité religieuse spécifique et réduit la complexité historique d'un processus social à un épisode médiatique fortement chargé moralement. Ainsi, la « crise » n'est plus pensée comme le produit d'un faisceau de facteurs historiques (ségrégation territoriale, héritages coloniaux, politiques scolaires différenciées, inégalités socio-économiques et discriminations persistantes), mais comme la manifestation d'une rupture civilisationnelle imputée à l'islam. L'événement devient matrice explicative globale.

Ce choix opère également une substitution de causalités. Les contradictions internes du système libéral, les discriminations systémiques et les effets cumulatifs des politiques publiques disparaissent au profit d'une lecture culturaliste et morale des tensions sociales. Cette économie narrative s'accompagne logiquement d'un rejet explicite des analyses sociologiques, accusées de nier les « réalités » culturelles et de couvrir les violences au nom d'un égalitarisme aveugle. Pour que la cause culturelle apparaisse comme évidence, il faut délégitimer les cadres structurels qui permettraient d'en révéler les causes sociales. En suggérant que les sciences sociales auraient imposé un monopole interprétatif illégitime sur le réel, Finkielkraut ne vise pas seulement une discipline : il s'attaque à la possibilité même de comprendre, voire de nommer, les inégalités et leurs déterminants structurels.

Renverser la responsabilité : moraliser le social par le fait divers

Un pivot majeur du dispositif argumentatif de Finkielkraut consiste à substituer à l'analyse structurelle une morale de la faute. Il raille ce qu'il appelle une « critique devenue vulgate » (Finkielkraut, 2013, p. 187) : une *doxa* sociologique qui expliquerait tous les maux sociaux par l'oppression et verrait dans chaque délinquant un produit de l'injustice. Il ironise : « avec une expertise de chercheurs du CNRS, ils diluent le concept de faute dans celui de difficulté » (Finkielkraut, 2013, p. 188). Derrière cette moquerie, on lit une véritable hostilité à l'égard de toute approche structurelle des inégalités. L'auteur s'attaque ici à une loi générale fondatrice des sciences sociales, selon laquelle tout individu vivant en société est soumis à des déterminismes collectifs, qu'il s'agisse des héritages sociaux, des rapports de domination ou des structures institutionnelles. Par ce biais, l'auteur opère un déplacement vers une lecture des phénomènes sociaux qui n'est plus systémique mais d'abord individuelle. Il ne s'agit plus seulement de pointer des actes isolés ou des dysfonctionnements ponctuels, mais de suggérer que certains groupes sociaux, en particulier musulmans ou assimilés comme tels, porteraient intrinsèquement en eux des dispositions à la violence, au rejet des normes, à la déviance. Ce glissement rhétorique s'inscrit dans une logique de stigmatisation, où la différence culturelle supposée devient l'origine première du désordre social, et celui porteur de cette différence, responsable de ce dernier.

On comprend alors que ce recours à la « morale de la faute » n'est pas seulement une alternative à l'analyse sociologique : c'est un outil de réassignation identitaire. Les individus issus de l'immigration ne sont plus appréhendés comme les produits d'un système inégalitaire, mais comme des acteurs porteurs de dispositions jugées défailtantes, dont les mœurs, la culture, voire l'origine ethnique seraient tenues pour responsables, car présentées comme intrinsèquement problématiques. Là où les sciences sociales identifient des conditions matérielles, des trajectoires sociales et des rapports de pouvoir, l'auteur substitue des manquements individuels, des choix moraux ou des propriétés culturelles supposées. Cela permet à Finkielkraut de renverser les termes du débat : ceux qui subissent les discriminations deviennent les acteurs supposés de la menace.

Ce renversement des positions de victime et de coupable prend chez Finkielkraut une forme privilégiée : le recours au fait divers dramatisé. Ce mécanisme apparaît clairement lorsqu'il cite un récit littéraire relatant, dans une tonalité dramatique, la descente aux enfers d'un professeur d'anglais en zone d'éducation prioritaire, dont les élèves s'amuseraient à maculer sa veste de taches d'encre. Le texte s'appuie sur un lexique du martyr – « supplice », « anéantit » (Finkielkraut, 2013, p. 191), « mésaventure cauchemardesque » (Finkielkraut, 2013, p. 190) – pour construire une figure sacrificielle du professeur, victime d'un harcèlement méthodique. Cette dramatisation conduit d'une part à dépolitiser le problème en évacuant tout contexte institutionnel (absence de formation, manque de moyens, précarité des élèves), et d'autre part à essentialiser le collectif scolaire comme une entité oppressive et homogène – « la classe qui incarne la norme » (Finkielkraut, 2013, p. 191) – dont l'objectif serait d'écraser toute tentative de singularité ou d'excellence. Les élèves deviennent ainsi des figures abstraites du chaos, porteurs d'un ordre tyrannique inversé, où l'enseignant ne peut survivre qu'en se soumettant. En mettant en scène cette « punition » infligée au professeur au motif qu'il refuse le « relâchement vestimentaire » (Finkielkraut, 2013, p. 191) ambiant, le récit construit une opposition binaire entre une élite culturelle persécutée et une masse inculte et hostile.

Dans l'exemple mobilisé, le témoignage d'un enseignant confronté à l'hostilité supposée de ses élèves dans un collège de ZEP est présenté sans contexte : aucun nom d'établissement, aucune donnée sur les conditions de travail, les profils des élèves, ou les dynamiques pédagogiques. Ce flou permet à Finkielkraut de transformer un incident singulier, et dont on peut, de ce fait, douter de la véracité, en symptôme emblématique d'un effondrement généralisé : celui de l'autorité, de la transmission et de la culture.

Ce mécanisme illustre une technique récurrente dans les écrits d'Alain Finkielkraut : l'extrapolation fallacieuse, qui consiste à partir d'un fait divers pour soutenir une thèse plus large sur l'état d'un système – ici, celui de l'école, et plus largement de la société tout entière. Ce type de narration repose sur un effet d'amplification : en isolant un épisode fortement chargé émotionnellement, en le dramatisant à travers un lexique du martyr et de la persécution, l'auteur suscite l'empathie du lecteur tout en contournant l'analyse des causes structurelles. L'anecdote prend ainsi une valeur paradigmatique, et devient le support d'un diagnostic alarmiste sur la société : les zones d'éducation prioritaire seraient des espaces de non-droit culturel où la violence, le rejet de l'autorité et l'hostilité à l'excellence domineraient.

Ce recours à l'anecdote comme support d'un diagnostic global n'est pas propre à Alain Finkielkraut. Cécile Alduy a mis en évidence un procédé strictement analogue dans les ouvrages d'Éric Zemmour, où le fait divers et l'épisode singulier fonctionnent comme des paraboles morales destinées à confirmer des mythes préalablement constitués. Comme elle le montre, « toute anecdote est parabole » et vise moins à expliquer le réel qu'à en fournir une lecture morale, filtrée par un « cadre idéologique aveuglant » (Alduy, 2022, p. 31). Le « règne de l'anecdote » permet ainsi de capitaliser sur « l'aura de véridicité des faits divers relatés », donnant au texte « les couleurs du vrai » par la simple présence d'événements reconnaissables, alors même que dominant la subjectivité et le parti pris (Alduy, 2022, p. 32). Ce mécanisme participe d'un travail de mythification du social : le récit ne vise pas l'explication causale, mais la production d'un constat apparemment évident.

Cette instrumentalisation du fait divers remplit plusieurs fonctions. Elle permet d'abord de dépolitiser les problèmes sociaux : en occultant les logiques institutionnelles, économiques ou sociales qui traversent le monde scolaire, le récit ainsi produit réduit les difficultés à des déficits oraux ou culturels supposés des élèves. Ensuite, elle légitime un discours de la décadence, en entretenant l'idée d'une dégradation irrémédiable des institutions et des normes communes. L'École est dépeinte comme le théâtre d'un renversement tragique où ceux qui devraient apprendre dominant ceux qui enseignent, où les valeurs d'autorité, d'effort et de mérite seraient remplacées par le laxisme, la violence et la haine du savoir.

Mais, si ce discours se trouve chez de nombreux essayistes comme Jean-Paul Brighelli (2005), Philippe Val (2015) ou encore Alain Bentolila (2007), dans le cas de Finkielkraut, ce récit de la décadence prend une inflexion culturaliste et essentialisante, en désignant implicitement les élèves musulmans et musulmans ou assimilés comme les porteurs de cette inversion normative. L'École devient ainsi un espace envahi par des logiques culturelles hostiles à la culture française, et l'hostilité envers l'autorité ou la norme scolaire est interprétée non comme le produit d'inégalités structurelles, mais comme le reflet d'un *ethos* culturel, voire ethnique. Il s'agit alors moins de comprendre les conditions de production de la violence scolaire que de

désigner les responsables d'un supposé effondrement civilisationnel. Autrement dit, le texte ne se contente pas de décrire : il instruit un procès moral, où les variables structurelles sont récusées et où l'altérité culturelle essentialisée est posée en cause première d'un phénomène social – la violence scolaire – dont les contours et les évolutions ne sont jamais eux-mêmes réellement examinés.

Produire l'évidence : mobiliser sélectivement l'autorité institutionnelle

Après avoir cadré le réel comme « crise civilisationnelle » par saturation d'indices, puis converti l'inégalité en « faute » à l'aide de faits divers dramatisés, l'entreprise rhétorique opère un troisième mouvement : elle bascule de l'émotion à la certification. Ce qui relevait jusque-là de l'insinuation et du récit exemplaire acquiert alors un statut de « preuve » par son adossement à une autorité institutionnelle. La rhétorique ne change pas de cible, mais de registre : l'affect ouvre la voie, l'autorité des rapports publics vient sceller l'évidence.

Ce mécanisme repose sur l'invocation trompeuse de rapports gouvernementaux, utilisés non pas pour éclairer une situation complexe, mais pour donner un vernis de légitimité institutionnelle à une démonstration idéologiquement orientée. Loin de respecter le contenu et l'intention de ces documents, Finkielkraut en extrait certains fragments, les déforme et les assemble dans un récit alarmiste. Ce procédé de manipulation discursive repose sur trois leviers : le transfert d'autorité, la falsification du contenu, et le pari sur l'ignorance du lecteur.

Le transfert d'autorité consiste à instrumentaliser des rapports officiels – en l'occurrence celui de 2005 sur les signes religieux à l'école (Obin, 2004) ou celui du Haut Conseil à l'intégration (2010) – pour naturaliser une thèse préexistante : l'idée d'un rejet massif, quasi insurrectionnel, de la culture scolaire par les enfants musulmans et musulmanes. Ce recours à des sources institutionnelles vise à suggérer qu'il ne s'agit pas d'un point de vue subjectif ou polémique, mais d'un diagnostic partagé par l'État lui-même. Or, cette autorité est immédiatement trahie par une lecture biaisée et partielle des textes.

La falsification commence par l'exagération du phénomène décrit : là où le rapport de 2005 évoque des tensions localisées, souvent liées à des contextes de forte « ségrégation » sociale (Obin, 2004, p. 31), Finkielkraut parle d'un phénomène d'ampleur nationale, symptomatique d'une fracture civilisationnelle. Il sélectionne des cas extrêmes – un élève qui quitte le cours en déclarant « Rousseau est contraire à ma religion », le refus de jouer *Le Tartuffe*, le rejet de *Madame Bovary* au nom de la morale (Finkielkraut, 2013, p. 113) – pour fabriquer une illusion de récurrence, alors même que les rédacteurs du rapport insistent sur la nécessité d'éviter les « généralisations » abusives (Obin, 2004, p. 6).

À cette falsification s'ajoute une stratégie de sélection orientée ou *creative editing*, qui consiste à ne retenir des rapports que les éléments susceptibles d'alimenter l'indignation, tout en occultant les conclusions nuancées qui en atténuent la portée polémique. Ainsi, Finkielkraut cite à dessein certaines expressions – comme le recours aux catégories de « halal » ou « haram » pour qualifier des œuvres littéraires, ou les « contestations » (Finkielkraut, 2013, p. 114) soulevées durant les cours d'histoire – mais passe délibérément sous silence les réponses institutionnelles formulées par les auteurs du rapport. Ces derniers soulignent en effet que les enseignants confrontés à ce type de situation ne rejettent pas ces questions comme illégitimes ou menaçantes, mais expriment le besoin « urgent » d'une « formation solide » (Haut Conseil à l'Intégration, 2010, p. 95) afin de pouvoir y répondre de manière éclairée et constructive.

En occultant également les recommandations du rapport – telles que l'intégration de ces enjeux dans les masters de l'enseignement et la formation continue, en particulier autour des discriminations (Haut Conseil à l'Intégration, 2010, p. 96) – Finkielkraut ne rend pas compte d'un déficit pédagogique structurel, mais construit une opposition factice entre l'institution scolaire et une jeunesse présentée comme irrémédiablement étrangère à ses valeurs. Ce déplacement rhétorique a pour effet de disqualifier les interrogations des élèves en les assimilant à des signes de rupture culturelle, plutôt qu'à des manifestations d'un besoin légitime de reconnaissance des discriminations vécues dans un cadre marqué par un racisme persistant.

L'efficacité de ce dispositif ne tient cependant pas uniquement à la manipulation des sources qu'il opère, mais aussi aux conditions de sa réception et aux usages stratégiques qu'en fait l'auteur dans l'espace public. Ce montage discursif repose d'abord sur un pari pragmatique :

celui de la faible vérification des sources mobilisées. Dans la mesure où très peu de lecteurs iront consulter les rapports invoqués, l'auteur dispose d'une large latitude pour en orienter l'interprétation sans s'exposer à une contradiction empirique immédiate. Ce pari n'est toutefois pas dissociable de la position occupée par Finkielkraut dans l'espace public. En tant qu'intellectuel médiatique, il a tout intérêt à produire des énoncés polémiques susceptibles de relancer sa visibilité : que son diagnostic soit validé ou contesté importe moins que sa capacité à structurer la controverse et à s'imposer comme point de passage obligé du débat. Ces deux logiques se renforcent enfin à travers un travail de cadrage (*framing*) du débat public. En adossant un récit fortement normatif à des sources institutionnelles, Finkielkraut ne se contente pas de susciter la polémique : il en fixe les termes. La discussion se déplace alors de la question de la validité empirique des faits vers une opposition axiologique – être pour ou contre le diagnostic posé – rendant secondaire la question de savoir si les constats avancés sont objectivement fondés.

Ce travail de cadrage ouvre la voie à une réécriture dramatique du réel, dans laquelle les données cessent d'être des éléments d'analyse pour devenir les ressorts d'un récit alarmiste. Finkielkraut ne se contente pas de mobiliser des données : il les travestit pour les plier à une narration anxigène, dans laquelle l'École devient une forteresse assiégée, la culture humaniste, un bastion en ruine, et les élèves des « quartiers », des acteurs d'un projet de subversion symbolique. Ce dispositif rhétorique est d'autant plus redoutable qu'il feint la lucidité et la gravité, tout en opérant un renversement profond de la logique critique : au lieu d'analyser les conditions sociales qui rendent possible le conflit scolaire, il pathologise les élèves, les érige en menace, et postule leur incapacité structurelle à entrer dans le contrat éducatif. Sous l'apparence du constat empirique, ce discours opère une requalification des élèves en figures de menace, participant à la fabrication d'un ennemi intérieur^[3].

Pour que cette reconfiguration idéologique du réel puisse s'imposer sans être contestée, encore faut-il délégitimer les cadres de savoir susceptibles d'en révéler les ressorts. Les sciences sociales deviennent alors, dans son discours, l'un des principaux obstacles à cette entreprise, accusées de participer à une vaste entreprise de censure idéologique. Il décrit un monde universitaire où toute tentative de « prendre au sérieux » les « différences » (Finkielkraut, 2013, p. 171) culturelles serait immédiatement réprimée, où il serait interdit pour les chercheurs d'enfreindre la « sacro-sainte règle méthodologique du traitement social des questions ethno-religieuses » sous peine de tomber en « disgrâce » et d'être placés sur « la liste noire du politiquement correct » (Finkielkraut, 2013, p. 171). En fabriquant l'image d'un interdit pesant sur les « vérités » qu'il prétend révéler, Finkielkraut renforce l'idée que son discours serait subversif, courageux, seul contre tous. Ce positionnement rhétorique lui permet de disqualifier par avance toute critique en la présentant comme le fruit d'un système idéologique oppressif. Il engage ainsi le lecteur dans une logique de dévoilement : s'il accepte cette mise en scène, il se sentira lui aussi complice d'un courage intellectuel, invité à « ouvrir les yeux » sur une vérité prétendument cachée. Le conspirationnisme agit donc ici comme un levier d'adhésion émotionnelle, qui rend plus difficile toute prise de distance critique avec les présupposés idéologiques du texte.

C'est dans ce cadre que s'inscrit une citation emblématique du texte : « La violence dans les quartiers dits sensibles est souvent imputée à l'exclusion sociale [...] dit la sociologie courante, la nouvelle sagesse des nations. Elle dit vrai, bien sûr, mais dit-elle toute la vérité ? » (Finkielkraut, 2013, p. 73). Par cette question rhétorique, Finkielkraut introduit un doute stratégique : tout en admettant une part de validité à l'analyse sociologique, il en dénonce implicitement la prétention à l'exhaustivité. L'opposition entre « dit vrai » et « toute la vérité » installe une tension entre reconnaissance partielle et disqualification globale : ce que Finkielkraut suggère ici, c'est que la sociologie masquerait volontairement une autre source des violences urbaines, qu'il situe implicitement sur un registre culturel, voire ethnique, et qu'il se présente comme seul à pouvoir dévoiler. En se plaçant à la marge d'un discours – qu'il décrit comme hégémonique, aveugle ou complice – il renforce sa posture d'éclairer, de penseur lucide refusant le confort de la bien-pensance. L'ironie contenue dans l'expression « nouvelle sagesse des nations » agit ici comme une critique subtile, visant à disqualifier un champ académique en le réduisant à un dogme, presque à une nouvelle religion civile, qui aurait perdu sa rigueur critique.

[3] Sur la construction discursive de l'« ennemi intérieur » et le passage de l'adversaire social à la figure de la menace, voir Rigouste, 2011 ; Guibet Lafaye, 2019.

La disqualification de la sociologie permet ainsi de justifier une rupture épistémologique : abandonner les explications socio-économiques pour privilégier une lecture culturaliste où la violence serait inhérente à des différences culturelles, voire ethniques, irréconciliables. L'effet n'est pas seulement polémique, il est régulateur. En reléguant l'analyse structurelle au rang d'aveuglement doctrinal et en suspectant les catégories critiques – racisme systémique, ségrégation scolaire, discrimination – d'être des artifices d'excuse, le texte reconfigure le dicible.

Conclusion

L'analyse de *L'identité malheureuse* montre que la réduction du dicible ne procède pas par interdiction explicite, mais par érosion des cadres d'intelligibilité critique. Par glissements métonymiques, extrapolations exemplaires et mobilisation sélective de l'autorité institutionnelle, le texte substitue à l'analyse structurelle une économie de l'évidence. Ce travail sur le dicible opère selon une dynamique à double face. D'une part, ce type de discours vise à affecter le pouvoir d'intelligibilisation du réel propre aux sciences sociales, en contestant leur capacité à produire des explications causalement pertinentes des phénomènes sociaux. D'autre part – et c'est l'autre versant indissociable du processus – il contribue simultanément à rendre plus dicibles des registres explicatifs dont la pertinence est pourtant largement contestée du point de vue sociologique : interprétations essentialisantes, biologisantes ou racialisantes, qui naturalisent les conflits sociaux en les détachant de leurs conditions historiques, institutionnelles et matérielles. L'affaiblissement des cadres critiques et la légitimation de ces discours fonctionnent ainsi comme les deux faces d'un même mouvement, l'un rendant l'autre possible.

Cette dynamique n'opère toutefois pas uniquement à l'extérieur des sciences sociales : elle trouve aussi des relais et des points d'appui au sein même du champ sociologique, qu'il importe dès lors de ne pas concevoir comme homogène. Certaines prises de position internes – notamment autour de la remise en cause de la « sociologie critique », accusée de surestimer les déterminismes sociaux et de politiser indûment l'analyse – participent ainsi elles-mêmes à la délégitimation des approches structurelles. Elles peuvent, à ce titre, fonctionner comme des alliés objectifs de discours tels que celui de Finkielkraut, en validant l'idée selon laquelle la sociologie ferait obstacle à une appréhension plus « réaliste » – c'est-à-dire dépolitisée – du social, comme on le voit notamment dans les travaux de Gérald Bronner (2017) ou encore de Nathalie Heinich (1998).

Ce sont précisément ces registres explicatifs essentialisants, rendus plus dicibles, qui acquièrent alors une portée prescriptive. En naturalisant les conflits scolaires et sociaux, ils ne se contentent pas de les interpréter différemment : ils redéfinissent les réponses jugées légitimes. L'inégalité, désormais pensée comme incompatibilité culturelle ou déficit individuel, appelle prioritairement des solutions disciplinaires – sanctions, restauration de l'autorité, contrôle – au détriment de réponses structurelles fondées sur les moyens, la formation, la lutte contre la ségrégation ou la reconnaissance des discriminations. Ce déplacement des cadres d'interprétation engage des effets normatifs concrets sur les populations concernées et sur les politiques publiques qui leur sont destinées. Mettre au jour ces mécanismes ne constitue donc pas un simple exercice de réfutation, mais un geste de vigilance démocratique. Car ce qui s'érode ici n'est pas seulement une discipline académique, mais la possibilité même de penser l'égalité. Défendre la pluralité des cadres explicatifs, c'est préserver l'espace dans lequel les injustices peuvent encore être nommées – et, partant, politiquement combattues.

Bibliographie

- Ahmed S.**, 2004, *The cultural politics of emotion*, Edinburgh, Edinburgh University Press.
- Alduy C.**, 2022, *La langue de Zemmour*, Paris, Seuil.
- Austin J. L.**, 1962, *How to do things with words*, Oxford, Oxford University Press.
- Balibar É., Wallerstein I.**, 1991, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte.
- Bentolila A.**, 2007, *Le verbe contre la barbarie*, Paris, Odile Jacob.
- Bouron S.**, 2025, *Politiser la haine. La bataille culturelle de l'extrême droite identitaire*, Paris, La Dispute.
- Brighelli J.-P.**, 2005, *La fabrique du crétin. La mort programmée de l'école*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch.
- Bronner G.**, 2017, *Le Danger sociologique*, Paris, PUF.
- Butler J.**, 1997, *Excitable speech: A politics of the performative*, Londres, Routledge.
- Davies W.**, 2018, *Nervous states: How feeling took over the world*, Londres, Jonathan Cape.
- Fairclough N.**, 1989, *Language and power*, Londres, Longman.
- Finkelkraut A.**, 2013, *L'identité malheureuse*, Paris, Stock.
- Guibet Lafaye C.**, 2019, « Radicalisation : de l'adversaire à l'ennemi », *Regards sociologiques*, n° 53-54, p. 169.
- Hajjat A., Mohammed M.**, 2013, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte.
- Haut Conseil à l'intégration**, 2010, *Les défis de l'intégration à l'école et recommandations relatives à l'expression religieuse dans les espaces publics de la République*, Paris, Premier ministre (Collection des rapports officiels). En ligne : <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/114000053.pdf>
- Heinich N.**, 1998, *Ce que l'art fait à la sociologie*, Paris, Minuit.
- Matonti F.**, 2021, *Comment sommes-nous devenus réacs ?*, Paris, Fayard.
- Obin J.-P.**, 2004, *Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires*, Paris, Ministère de l'Éducation nationale. En ligne : <https://www.education.gouv.fr/media/43661/download>
- Rigouste M.**, 2011, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris, La Découverte.
- Sapiro G.**, 2018, *Les écrivains et la politique en France, de l'affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil.
- Val P.**, 2015, *Malaise dans l'inculture*, Paris, Grasset.
- Van Dijk T. A.**, 1992, « Discourse and the denial of racism », *Discourse & Society*, vol. 3, n° 1, p. 87-118.
- Van Dijk T. A.**, 1998, *Ideology: A multidisciplinary approach*, Londres, Sage.
- Van Dijk T. A.**, 2015, « Critical discourse analysis », in **Tannen D., Hamilton H. E., Schiffrin D.** (dir.), *The handbook of discourse analysis*, Oxford, Wiley-Blackwell, p. 466-489.
- Weisbein J., Hayat S.**, 2020, *Introduction à la socio-histoire des idées politiques*, Louvain-la-Neuve, De Boeck.
- Wodak R.**, 2021, *The politics of fear: The shameless normalization of far-right discourse*, 2e éd., Londres, Sage.
- Wodak R., Meyer M.** (dir.), 2015, *Methods of critical discourse studies*, 3e éd., Londres, Sage.